



Consultation publique de l'Autorité de Régulation des
Communications Electroniques et des Postes portant sur
le projet de décision précisant les conditions
d'accessibilité et d'ouverture des infrastructures et des
réseaux éligibles à une aide du fonds d'aménagement
numérique des territoires

Réponse du Groupe France Télécom

13 octobre 2010 – 17 novembre 2010

Version publique

Contact : affaires.reglementaires@orange-ftgroup.com

Lien vers la consultation : http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/consult-projdec-fond-amenagmnt-terre-131010.pdf



France Télécom se félicite de la démarche engagée par les pouvoirs publics visant à préciser les conditions d'attribution du Fonds numérique d'aménagement des territoires mais estime fondamental que cette démarche soit complète et permette de définir les conditions qui permettront à des acteurs privés de bénéficier de ces financements.

France Télécom se félicite de la démarche des pouvoirs publics en général et de l'Arcep en particulier visant à définir plus précisément les conditions d'attribution de financement à des projets de déploiement d'infrastructure via le fonds d'aménagement numérique des territoires. Il s'agit d'un enjeu capital pour le développement économique du pays et l'aménagement du territoire qui concerne directement le cœur d'activité du groupe France Télécom Orange. France Télécom Orange a en effet vocation à offrir ses services de détail haut et très haut débit, fixe et mobile sur l'ensemble du territoire et se positionne naturellement comme utilisateur potentiel d'infrastructures et de réseaux nouveaux déployés via le Fonds, mais une mission essentielle du groupe France Télécom est aussi de déployer et d'exploiter des infrastructures de réseau toujours plus performantes partout en France.

Dans certaines zones du territoire, les financements d'acteurs privés ne permettront pas à eux seuls d'engager à court terme des projets d'amélioration des performances des réseaux haut débit ou de déploiement d'infrastructure très haut débit. Il convient donc pour éviter la création d'une fracture numérique durable que des financements publics tels que ceux issus du Fonds puissent être mis en œuvre. Mais cela doit se faire suivant des modalités et des conditions claires et précises et permettant à chaque acteur le désirant de pouvoir se positionner pour en bénéficier.

L'Autorité indique fort justement en page 10 du document soumis à consultation que « La loi ne préjuge donc pas du cadre d'intervention des maîtres d'ouvrage pouvant formuler une demande d'attribution d'aides au fonds d'aménagement numérique des territoires. Ces derniers peuvent en principe être des acteurs publics ou privés. ».

France Télécom n'a pas connaissance des modalités permettant à un acteur privé de bénéficier de telles aides dans le cas où une collectivité accepterait d'inscrire un de ses projets à son schéma directeur territorial d'aménagement numérique. Il paraît fondamental que les pouvoirs publics précisent de telles modalités en plus des conditions d'accessibilité et d'ouverture que devront respecter les infrastructures pour pouvoir bénéficier du Fonds, décrites dans le document mis en consultation.

France Télécom est en accord avec les principes décrits dans le projet de décision mais des précisions ou compléments méritent d'être apportés.

France Télécom Orange est sur le fond en accord avec les principes décrits dans le projet de décision soumis à consultation, en particulier la nécessaire existence d'une offre d'accès passive pour toute infrastructure bénéficiant du Fonds. Elle souhaite néanmoins apporter des remarques sur l'analyse de l'Autorité précédant le dispositif de la décision, et donc les incertitudes éventuelles pesant sur la portée de ce dispositif.

Ainsi que rappelé dans le document soumis à consultation, l'article 24 de la loi n° 2009-1572 du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture Numérique prévoit que : « Les aides du fonds d'aménagement numérique des territoires ne peuvent être attribuées qu'à la réalisation d'infrastructures et de réseaux accessibles et ouverts, dans des conditions précisées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, après avis des associations représentant les collectivités territoriales et de l'Autorité de la concurrence et consultation des opérateurs de communications électroniques. ».

Il apparaît ainsi indispensable que le projet de l'ARCEP épuise la compétence qui lui a été donnée par la législateur en la matière et garantisse les conditions précises d'accessibilité des infrastructures et des réseaux afin d'assurer la sécurité juridique des projets bénéficiant du Fonds.

Telles que décrites dans les articles 3 et 4, les conditions d'accessibilité et d'ouverture proposées paraissent de nature à permettre une utilisation compatible avec une concurrence entre tous les acteurs



au profit des clients finaux. Mais il existe des zones d'incertitudes qui doivent être levées préalablement à la publication de la décision.

- Périmètre des projets pouvant bénéficier du Fonds

France Télécom souhaite faire un commentaire sur le périmètre des projets aidés auquel l'Autorité restreint sa décision à l'article 2 de son projet de décision.

Il paraît clair que les schémas directeurs vont inclure pour certaines zones, en particulier pour des raisons de coûts, des projets de montée en débit sur réseau fixe qui ne sont pas en général qualifiés de très haut débit.

Toutefois aucune définition réglementaire ne permet d'écarter a priori de tels projets lorsqu'ils concourent à déployer des réseaux d'infrastructures qui doivent servir au déploiement du très haut débit à moyen terme ainsi qu'à pu le relever l'ARCEP dans son document sur la « mise en œuvre de l'accès à la sous-boucle et articulation avec le développement du très haut débit » soumis à consultation publique en octobre 2009. « Il semble également indispensable que ces modalités et investissements s'inscrivent dans une démarche préparant le déploiement ultérieur du très haut débit ».

Ces projets ont par ailleurs souvent comme caractéristiques d'une part de correspondre à une vraie demande des utilisateurs, d'autre part d'avoir une rentabilité très incertaine pour les opérateurs privés. Ils ne peuvent en général être envisagés que s'ils bénéficient de subventions et il est donc important de préciser qu'ils peuvent être éligibles au Fonds.

France Télécom rejoint ainsi sur ce point la recommandation du sénateur Maurey qui indique que : « Le Gouvernement devrait étudier les modifications à apporter à la loi sur la lutte contre la fracture numérique afin de rendre éligibles au financement par le fonds d'aménagement numérique des territoires, les programmes des collectivités de montée en débit de la boucle locale cuivre dans des cas répondant à des critères précis et limitativement identifiés. »

L'ARCEP conduit depuis plusieurs mois des travaux sur la montée en débit associant les collectivités et les opérateurs. L'ensemble des acteurs reconnaît que la montée en débit est inéluctable dans certaines zones au vu des coûts et des délais de déploiement des réseaux FTTH. Elle s'apprête donc à lancer une consultation sur des recommandations à destination des collectivités et des opérateurs pour favoriser les projets de montée en débit, et ce, dans des conditions de concurrence équitables ; il serait cohérent que l'Autorité, dans son analyse, clarifie la portée des infrastructures et réseaux concernés par sa décision, et donc éligibles aux aides du Fonds.

- Conditions tarifaires des offres d'accès à des infrastructures bénéficiant du fonds

Il est fondamental que le dispositif mis en œuvre ne conduise pas à ce que le Fonds puisse bénéficier à des déploiements d'infrastructures redondantes avec des infrastructures existantes d'opérateurs privés. Cela doit se traduire dans les conditions tarifaires des offres d'accès à cette infrastructure : celles-ci ne doivent pas reposer sur une péréquation incorporant d'une part des coûts d'infrastructure bénéficiant du Fonds, d'autre part des coûts d'infrastructures déployées en redondance avec un réseau de même nature d'un opérateur privé tel que France Télécom.

- Le rappel des conditions d'utilisation du génie civil de France Télécom ne semble pas pertinent dans la présente décision

Le projet de décision fait explicitement mention aux conditions d'accès au génie civil de France Télécom en anticipant dans certains cas sur des évolutions envisagées dans le cadre de la prochaine analyse de marché mais qui ne sont pas encore en vigueur. Etant donné l'objet de la présente décision, il n'est ni nécessaire ni opportun de rappeler les conditions d'utilisation du génie civil de France Télécom, ne serait-ce que parce qu'elles sont susceptibles d'évoluer indépendamment des dispositions de la décision.



- Autres points

Dans le paragraphe « Définition » de la section II, page 15, l'Autorité écrit : « Si le réseau ou l'infrastructure susceptible d'être aidé par le fonds ne permet pas un accès effectif de bout en bout ou ne dispose pas des ressources associées nécessaires,... ». France Télécom Orange s'interroge sur le lien établi entre un accès effectif de bout en bout et celui aux ressources associées nécessaires. En effet, la notion des ressources associées nécessaires ne permet aucunement d'anticiper de manière précise les obligations qui pourraient peser en la matière.

Cette indétermination est de nature à créer une insécurité juridique forte qu'il serait bon de lever préalablement en identifiant limitativement les cas et les ressources concernées par ces dispositions.

Enfin, par deux fois dans le document il est fait référence à l'utilisation par le projet aidé de ressources liées à des infrastructures d'un tiers :

- page 14, « - le long du cheminement des infrastructures et des réseaux aidés par le fonds, un accès ouvert est garanti aux éventuels tronçons et ressources associées non aidés par le fonds ; »
- page 21, « - permettre aux opérateurs tiers de raccorder leurs propres réseaux au réseau bénéficiant de l'aide dans des conditions raisonnables (directement ou via un autre réseau ouvert intermédiaire) ; »

France Télécom Orange comprend que la mise en œuvre de telles ressources serait ici un pré-requis pour que le projet soit éligible au Fonds, ce qui suppose en conséquence que leur intégration soit négociée en amont du projet. Si tel est le cas, la formulation mériterait d'être précisée en ce sens. En outre les conditions de raccordement « via un réseau tiers » pouvant être modifiées par l'opérateur en charge de ce réseau intermédiaire, il convient de garantir le bénéficiaire du fonds contre tout risque lié à une évolution des conditions d'accès à ce réseau intermédiaire qui ne relèverait pas de sa responsabilité et modifierait indirectement les conditions raisonnables d'accès visées par le projet de décision.